



Initiative pour le soutien à la croissance en Afrique



A l'occasion de la visite du Président de la République en Afrique, la France a lancé le 28 février dernier une initiative qui vise à renforcer la croissance économique en Afrique subsaharienne, allant ainsi de pair avec l'atteinte durable des objectifs du Millénaire.

L'initiative vise à favoriser le développement des entreprises privées locales en accompagnant en particulier les PME qui sont souvent les plus génératrices d'emploi. Elle consiste à élargir leur accès au financement, en mettant à leur disposition des prêts, des garanties et en prenant des participations.

L'initiative est mise en œuvre par l'Agence Française de Développement, principal opérateur français de l'aide au développement, notamment au travers de sa filiale PROPARCO spécialisée dans le financement du secteur privé.

L'initiative se développera suivant trois axes :

- la création d'un fonds d'investissement africain de 250 M€
- la mise en place d'un nouveau fonds de garantie de 250 M€
- le doublement de l'activité de prêts et prise de participation de l'AFD auprès du secteur privé africain qui atteindra 2 Mds € sur 5 ans.

Ainsi l'engagement financier de la France sur cette initiative s'élèvera à 2,5 milliards d'euros. Il devrait permettre de mobiliser à terme environ 8 milliards d'euros grâce à l'effet d'entraînement des financements français sur d'autres investisseurs, y compris des investisseurs africains. Il devrait bénéficier à environ 2000 entreprises et maintenir ou créer plus de 300 000 emplois, portant ainsi le soutien de la France au secteur privé en Afrique à un niveau sans précédent.

Création d'un fonds d'investissement africain

La France à travers l'Agence Française de Développement lance la création d'un fonds d'investissement africain de 250 M€. Il favorisera la croissance des PME africaines en leur apportant une ressource financière de long terme et un appui en matière de management.

Ce fonds sera consacré à des opérations plus risquées que ce que le marché accepte spontanément de financer. Il s'intéressera notamment aux nouvelles frontières de l'économie (les secteurs sociaux, les pays ou zones en sortie de crise, les très petites entreprises). Il pourra catalyser, à terme, environ un milliard d'euros de capital risque sur le continent et créer ou maintenir plus de 100 000 emplois.

L'objet de ce fonds consistera principalement à prendre des participations dans des fonds d'investissement afin que ceux-ci prennent à leur tour des participations dans des entreprises ou des institutions de microfinance. L'objectif est de mettre en place une plateforme permettant de partager des risques et de créer un effet d'entraînement sur l'économie locale.

Cet outil financier permettra d'atteindre au moins vingt fonds différents eux mêmes actionnaires d'environ 800 PME. Il favorisera ainsi l'émergence de gestionnaires de fonds locaux qui apporteront, en plus de leur apport financier, un appui en termes de management aux entreprises qu'ils soutiendront. Une partie des gains attendus sera réinvestie localement dans des programmes de formation et de service aux entreprises.



Création d'un fonds de garantie

Le nouveau fonds de garantie, doté de 250 M€, capitalisera sur l'expérience déjà accumulée dans ce domaine par l'Agence Française de Développement. Il permettra aux petites entreprises d'avoir accès au crédit bancaire et au capital en partageant le risque commercial avec les banques locales et en réduisant le risque pris par les investisseurs.

L'expérience menée depuis plusieurs années par l'Agence Française de Développement (AFD) avec le fonds de garantie ARIZ a démontré la pertinence et l'efficacité de ce type d'intervention. En permettant de partager les risques à hauteur de 50% avec les banques locales sur les prêts qu'elles octroient aux entreprises, le fonds ARIZ a en effet amené un nombre croissant de banques à financer des PME et ainsi créer des emplois.

Ce nouveau fonds de garantie, ARIZ 2, tirera les leçons de cette expérience tout en la portant à une nouvelle échelle. Il élargira l'accès des PME aux garanties en allégeant les procédures actuellement en place et en assouplissant les critères d'éligibilité. Plus de banques partenaires pourront ainsi y adhérer, permettant de toucher de nouvelles entreprises (plus grandes et plus petites), et dans des secteurs nouveaux, notamment le développement durable.

Le fonds devrait atteindre en régime de croisière plus de 750 M€ d'encours de garantie. Il permettra de soutenir chaque année environ 400 entreprises et de créer ou maintenir à terme de plus de 60 000 emplois. Ce fonds sera mis en place de façon progressive. Tous les pays de l'Afrique subsaharienne sont éligibles à cet instrument.

Doublement de l'activité de l'AFD en faveur du secteur privé en

Afrique

Parallèlement à la mise en place des deux fonds régionaux de 250 M€, l'Agence Française de Développement (AFD) doublera d'ici 5 ans son activité directe de prêt et de prise de participation auprès des entreprises privées Afrique subsaharienne, soit 2 Mds € supplémentaires au cours des cinq prochaines années.

Cette augmentation passera en premier lieu par PROPARCO, la filiale secteur privé de l'AFD qui triplera son capital en 2008. Cette augmentation de capital lui permettra d'accompagner la croissance actuelle de l'Afrique en répondant à ses besoins de financement nouveaux, en particulier en matière de capital investissement et de financements longs dans les secteurs des infrastructures, des mines et des agro-industries. En engageant sur 5 ans plus de 2 Mds € de prêts et de prises de participation au profit du secteur privé en Afrique, la filiale Proparco pourra catalyser ainsi 6 Mds € d'investissement et créer ou maintenir 140 000 emplois.

Cette augmentation de capital préfigure l'agenda français sur l'Afrique et la Méditerranée. En effet, PROPARCO est la seule institution financière de développement européenne dont la gouvernance repose sur les partenariats publics et privés associant des institutions financières françaises, européennes et africaines.



Contacts AFD

Paris :

Martha Stein-Sochas – tél : + 33 (0)1 53 44 33 51

stein-sochasm@afd.fr

Bénin

Fulvio Mazzeo – tél : +229 21.31.34.53 / 21.31.35.80/ 21.31.45.81

afdcotonou@groupe-afd.org

Burkina Faso

Patrice Tranchant – tél : +226 50.30.60.92 - Afdouagadougou@bf.groupe-afd.org

Cameroun, RCA, Guinée Equatoriale

Pascal Collange – tél : +237 2 222.00.15 / 2 222.23.34 / 2 222.44.05

afddouala@groupe-afd.org

Côte d'Ivoire

Yves Picard – tél : +225 22.40.70.40 à 49

AFDAbidjan@groupe-afd.org

Congo

Xavier Blanchard – tél : 242 81 53 30

afdbrazzaville@yahoo.fr

Comores

Philippe Collignon – tél : 269 73.29.10 / 269 73 35 06

afdmoroni@groupe-afd.org

Gabon

Eric Baulard – tél : + 241 74.33.74 / 74.54.45

AFDLibreville@groupe-afd.org

Mali

Hervé Bougault – tél : + 223 221.28.42 / 221.49.96 / 221 47 05

afdbamako@groupe-afd.org

Niger

Emmanuel Debrouse - tél : + 227 20.72.22.20 / 20.72.33.93

AFDNiamey@groupe-afd.org